

## OTC

### **L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas de discussions sur la démarcation de la frontière**

L'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont toujours pas entamé de négociations sur la démarcation de leur frontière contestée, a insisté jeudi un haut diplomate arménien.

La tension est montée à plusieurs endroits de la longue frontière, où les forces azerbaïdjanaises auraient avancé de quelques kilomètres en territoire arménien à la mi-mai. L'Arménie a exigé à plusieurs reprises leur retrait inconditionnel. L'Azerbaïdjan soutient que ses troupes ont pris de nouvelles positions du côté azerbaïdjanais de la frontière.

Plus tard dans le mois de mai, la Russie a proposé à Erevan et Bakou de mettre en place une commission sur la délimitation et la démarcation de la frontière. Le président Vladimir Poutine a réitéré à la fin du mois dernier l'offre russe d'agir en tant que médiateur dans de tels pourparlers, avec des cartes militaires soviétiques à sa disposition.

« Tant qu'il n'y a pas de négociations sur la délimitation [des frontières], il est trop prématuré de parler des cartes et des documents qui nous guideront », a déclaré aux journalistes le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, Vahe Gevorgian. « Lorsque ces négociations commenceront, nous aborderons ces questions ».

Le service de presse Aliqmedia.am a rapporté la semaine dernière que M. Poutine accueillera de nouvelles discussions entre le Premier ministre arménien Nikol Pashinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev le 9 novembre, à l'occasion

du premier anniversaire du cessez-le-feu négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre dans le Haut-Karabakh. Citant des sources diplomatiques arméniennes anonymes, la publication affirme qu'Aliyev et Pashinian signeront deux documents prévoyant la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise et son ouverture au trafic de marchandises.

Le ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, n'a pas exclu par la suite la possibilité d'un sommet arméno-azerbaïdjanais, tout en déclarant qu'il n'était pas encore prévu. Son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov a déclaré jeudi qu'il n'avait « aucune information » sur une telle rencontre.

M. Aliyev s'est plaint, quant à lui, qu'Erevan n'ait toujours pas répondu aux propositions de Bakou de signer un « traité de paix » arméno-azerbaïdjanais et de commencer à délimiter la frontière sur la base de la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'autre.

Les dirigeants arméniens ont demandé à plusieurs reprises des pourparlers sur la démarcation. Le secrétaire du Conseil de sécurité arménien, Armen Grigorian, a déclaré la semaine dernière qu'Erevan attendait toujours « des signaux positifs de l'Azerbaïdjan à ce sujet ».

par [Ara Toranian](#)

---

## 2- Les Nouvelles d'Arménie

06/11/2021

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85736](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85736)

**L'Arménie et L'Azerbaïdjan ont chacun reconnu l'intégrité territoriale de l'autre en**

# rejoignant la CEI / La question du Haut-Karabakh n'a rien à voir avec la démarcation.

Interview de Factor TV avec le secrétaire du Conseil de sécurité de la République d'Arménie Armen Grigoryan -

FTV : M Grigoryan, il s'est passé un an depuis la fin de la guerre. Revenons sur le cours d'une année et parlons des processus attendus. La déclaration du 9 novembre 2020 fait référence à la construction de nouvelles routes reliant les régions occidentales de l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan, avec l'accord des parties. Qu'est-ce qui est prévu ? L'Arménie discute-t-elle de la construction de viaducs et de tunnels reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan ? Si oui, quel statut auront ces structures ?

Armen Grigoryan : Il est inscrit dans le groupe de travail trilatéral des vice-premiers ministres que toutes les infrastructures débloquées se trouveront sur le territoire souverain de l'Etat concerné. Il y a une autre circonstance possible ici, les régions occidentales de l'Azerbaïdjan sont les régions bordant la région de Tavush, si de nouvelles routes y sont construites ... Il y en a une petite partie, par exemple, la route de Berd à Tovuz, où dans l'hypothèse de certains investissements et de la création de nouvelles infrastructures, les régions occidentales de l'Azerbaïdjan pourraient avoir la possibilité d'utiliser le territoire de l'Arménie pour se connecter au Nakhitchevan. Mais ici, il est possible de mentionner à nouveau le fait que toutes les infrastructures débloquées seront sous le contrôle souverain de l'Etat donné.

FTV : S'il y a un accord sur ces questions, pourquoi n'est-il pas annoncé dans les modalités et les schémas de déblocage ?

Armen Grigoryan : Des négociations sont en cours, car parfois, lorsque toutes les questions ou d'autres questions ne sont pas convenues, il est difficile de se mettre

d'accord sur les questions initiales.

FTV :- Mais cette question est la plus importante !

Armen Grigoryan : Savez-vous que la possibilité de débloquent la voie ferrée est en discussion ? Il y a une route de Horadiz à une partie de l'infrastructure ferroviaire de Meghri, pour ainsi dire, où il n'y a pas de rails, où il y a un besoin de gros investissements. On parle de milliards de dollars d'investissements. Et il doit y avoir une certaine clarté dans ces questions afin de pouvoir aller de l'avant.

FTV : Qui fera l'investissement, dans quelle mesure ?

Armen Grigoryan : Tous les investissements sont réalisés dans le cadre des opportunités de l'état souverain donné.

FTV : Les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie se rencontreront-ils d'ici la fin de l'année ou non ? Je suis sûr, monsieur Grigoryan, que vous savez quelles informations ont circulé pendant cette période. La critique la plus extrême était qu'il devrait y avoir un nouveau contrat de concession. Les forces de l'opposition ont annoncé à ce sujet des rassemblements les 8 et 9 novembre.

Armen Grigoryan : On n'a pas payé de réunion en fin d'année, mais du 9 novembre. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré lors de la séance de questions-réponses à l'Assemblée nationale qu'il n'y avait rien à ajouter. D'ici la fin de l'année il sera difficile de dire sous quel format, et quelles rencontres seront possibles avec la Russie. Mais pour le moment, cette question n'est pas à l'ordre du jour.

FTV : Les fonctionnaires d'Erevan discutent-ils de la question de la reconnaissance des frontières et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, sur la base des cartes de l'état-major russe des années 1920 ?

Armen Grigoryan : De manière générale, lier la reconnaissance des frontières à d'autres enjeux est un débat qui ne mène nulle part. Vous savez que nous avons annoncé que nous sommes prêts à entamer le processus de démarcation et de délimitation. À cet égard, nous avons soumis des propositions à nos partenaires russes, nous attendons que les démarches de l'Azerbaïdjan puissent aller de l'avant. Le processus de démarcation ne concerne que la clarification des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

FTV : Avant cela, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont posé une condition pour l'établissement de relations avec la partie arménienne, la reconnaissance des frontières, de l'intégrité territoriale. Un document séparé déclarera-t-il que l'Arménie reconnaît l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et que l'Azerbaïdjan reconnaît l'Arménie ?

Armen Grigoryan : En rejoignant la CEI, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ont tout deux reconnus mutuellement l'intégrité territoriale de l'autre dans les années 90, dans le contexte, bien sûr, du Haut-Karabakh. Le Haut-Karabakh n'était pas une question territoriale, c'était une question d'autodétermination des Arméniens qui y vivaient, la question a été discutée tout au long avec cette logique. Et ce n'est pas par hasard que l'Azerbaïdjan, qui a rejoint la CEI dans les années 90, et l'Arménie, l'un des fondateurs de la CEI, ont adopté un document fondateur, où chacun reconnaît l'intégrité territoriale de chacun. Mais cela ne nous a pas empêché d'avoir un sujet qui doit être discutée dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE. La question du Haut-Karabakh ne peut être discutée dans le cadre de la démarcation ou de la délimitation ou dans un groupe de travail. Il existe une structure internationale créée spécifiquement pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh, c'est le Groupe de Minsk de l'OSCE, « la question y sera discutée longtemps » dans le cadre de la logique d'une solution.

FTV : Permettez-moi de vous demander plus clairement, ce processus ne conduira-t-il pas au renoncement à l'Artsakh ?

Armen Grigoryan : Il est clair que le processus de démarcation et de délimitation ne peut être lié au problème du Haut-Karabakh. La seule plate-forme internationale possible pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh est le Groupe

de Minsk de l'OSCE. Les États-Unis, la France et la Russie ont déclaré à plusieurs reprises que la plate-forme pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh est le Groupe de Minsk de l'OSCE.

Voir en ligne (en arménien) : <https://www.youtube.com/watch?v=5Rj...>

---

### **3- Marianne**

**05/11/2021**

#### **Arménie : les nouveaux visages de la résistance**

*(Lire l'article en pièce jointe)*

---

### **4- Les Nouvelles d'Arménie**

**05/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85671](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85671)

#### **A Glasgow, le président arménien dénonce les dommages causés à l'environnement par l'armée azérie et exalte les efforts de l'Arménie au service de la planète**

Dans une allocution prononcée le 3 novembre devant les dirigeants de la plupart des pays de la planète - à l'exception notable de la Turquie, de la Chine, du Brésil et de la Russie- réunis à Glasgow en Ecosse pour la Convention des Nations unies sur le changement climatique, COP26, le président arménien Armen Sarkissian a ouvertement accusé l'Azerbaïdjan, lui reprochant le recours à des armes illégales durant la guerre qu'il a déclenchée, l'automne dernier, contre l'Artsakh, à l'origine d'un désastre écologique, a-t-il souligné. "Il y a tout juste un an, durant sa guerre contre le Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan a utilisé des armes proscrites par la communauté internationale prenant pour cibles non seulement des civils mais aussi de magnifiques forêts dans un large périmètre, causant d'importantes incendies de forêts et des désastres environnementaux. Nous en appelons à la communauté internationale pour qu'elle redouble d'efforts en vue d'empêcher un

comportement aussi irresponsable, inhumain”, a notamment déclaré le président Sarkissian en ajoutant : “les défis environnementaux ne connaissent pas les frontières et les lignes de front, et nous devrions engager tous les Etats de la planète sur la voie d’une large coopération”. Le président arménien a poursuivi pour souligner que l’Arménie s’est engagée à devenir un “Etat intelligent” et responsable, décidé à lutter contre les effets du changement climatique et à préserver l’ environnement. “Si nous changeons notre mentalité et adaptons nos ambitions et stratégies, alors nous pourrions efficacement utiliser nos finances et la fortune que le monde a créée durant cette période phénoménale de développement et mettre à profit la technologie pour régler les problèmes auxquels nous faisons face. Mais non seulement résoudre les problèmes mais aussi jeter les bases de développement en vue d’un avenir plus brillant”, a ajouté le président Sarkissian qui a souligné : “L’Arménie s’emploie à devenir un Etat pleinement responsable, respectueux de notre Nature, Planète et Humanité. Et j’ai bon espoir que nous pourrions surmonter ces difficultés et construire un avenir meilleur pour nous tous”. Selon les données de la Banque mondiale, l’Arménie est le quatrième pays le plus vulnérable au changement climatique dans l’espace est-européen et centre-asiatique. La température est déjà montée d’1,3 degrés Celsius en Arménie, où ce réchauffement s’accompagne d’une baisse de quelque 9% des précipitations. Le président Sarkissian a souligné devant ses pairs réunis à Glasgow que l’Arménie s’était fixé un objectif à long terme en vue de parvenir à la neutralité carbone dans la deuxième moitié de ce siècle. “La transition vers la neutralité climatique est la garante de l’indépendance énergétique du pays, de sa sécurité énergétique et des politiques en vue d’une croissance verte”, a ajouté le président Sarkissian, en soulignant la nécessité de mettre en œuvre des approches créatives pour relever le défi du changement climatique, singulièrement pour les pays en voie de développement, à qui la communauté internationale fournit de nouveaux outils et programmes financiers pour y faire face. En marge de la conférence, A.Sarkissian a notamment rencontré les présidents américain Joseph Biden et français Emmanuel Macron, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel, dont le mandat s’achève. A son arrivée à Glasgow lundi, A. Sarkissian avait été accueilli par le premier ministre britannique Boris Johnson et le secrétaire général de l’Onu Antonio Guterres. Le président Sarkissian, qui connaît bien le Royaume Uni pour y avoir longuement résidé, notamment en qualité d’ambassadeur de l’Arménie à Londres, a aussi rencontré en marge du sommet le prince Albert II de Monaco, l’émir du Qatar Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi, le

président serbe Aleksandar Vučić, ainsi que les présidents chypriote Nicos Anastasiades, argentin Alberto Fernández, monténégrin Milo Đukanović, kirgize Sadyr Zhaparov, les premiers ministres indien Narendra Modi, italien Mario Draghi, canadien Justin Trudeau, australien Scott Morrison, libanais Najib Mikati, luxembourgeois Xavier Bettel, suédois Stefan Löfven, le chancelier autrichien Alexander Schallenberg et le président du Conseil européen Charles Michel.

par [Garo Ulubeyan](#)

---

**5- Le Courrier d'Erevan**

**05/11/2021**

<https://www.courrier.am/fr/actualite/nomination-du-nouveau-copresident-francais--du-groupe-de-minsk-de-losce>

# **Nomination du nouveau coprésident français du Groupe de Minsk de l'OSCE**





## **Brice Roquefeuil est nommé nouveau coprésident français du groupe de Minsk de l'OSCE.**

Le décret du 3 novembre 2021 relatif à la nomination de Brice Roquefeuil comme coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE est publié sur le [site officiel](#) du gouvernement français. Il remplacera Stéphane Visconti, qui était coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE pour la partie française depuis 2016.

Avant cela, Brice Roquefeuil avait été en mission diplomatique au Panama et en Ouzbékistan. Il a également été conseiller politique auprès des ambassades de France en Russie et en Turquie.

---

### **6- Les Nouvelles d'Arménie** **05/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85715](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85715)

### **Le président de la Cour constitutionnelle de Géorgie a rendu hommage au mémorial d'Erévan à la mémoire des victimes du génocide arménien**

Merab Turava, le président de la Cour constitutionnelle de Géorgie accompagné du président de la Cour constitutionnelle d'Arménie, Arman Dilanyan, a visité le Mémorial de Tsitsernakaberd aujourd'hui 5 novembre 2021 pour rendre hommage à la mémoire des victimes du génocide arménien.

Le 4 novembre 2021, une délégation conduite par le président de la Cour constitutionnelle de Géorgie Merab Turava a effectué une visite officielle en Arménie à l'invitation du président de la Cour constitutionnelle de la République d'Arménie Arman Dilanyan. L'objectif de la visite est de donner une impulsion qualitativement nouvelle au développement ultérieur des relations bilatérales, ainsi que de promouvoir l'approfondissement de la coopération inter-tribunaux bilatéral-multilatéral. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

---

### **7- Les Nouvelles d'Arménie**

**05/11/2021**

[https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85672](https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85672)

## **Le ministre géorgien de la défense en visite en Arménie**

Quelques semaines après le premier ministre géorgien Garabishvili, le ministre géorgien de la défense Juansher Burchuladze a effectué lui aussi une visite officielle de deux jours en Arménie. Comme le chef de son gouvernement, il s'est recueilli à cette occasion au mémorial de Tsitsernakaberd, sur les hauteurs de Erevan, en hommage aux victimes du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman de 1915. Le ministre géorgien était accompagné du général Arayik Harutyunyan, le chef d'état major en second des forces armées arméniennes. Cette visite de J. Burchuladze tend à confirmer le rapprochement entre l'Arménie et son voisin géorgien, qui se pose comme un médiateur entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie depuis la visite à Tbilissi du premier ministre arménien Nikol Pachinian début septembre. La Géorgie, qui entretient d'excellentes relations tant avec l'Arménie qu'avec l'Azerbaïdjan et la Turquie, avait transmis au président turc Erdogan une offre de rencontre de N.Pachinian, ouvrant la voie à une amorce de dialogue arméno-turc dont les Géorgiens seraient aussi les arbitres. Ces contacts étroits entre Erevan et Tbilissi interviennent alors que la Russie, qui reste en mauvais termes avec la Géorgie, vient de donner son accord à une proposition de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, visant à créer un groupe de consultations régional de format 3 + 3 (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Russie, Turquie, Iran).

par [Garo Ulubeyan](#)

---

## **8- Les Nouvelles d'Arménie**

**04/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85606](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85606)

## **La Russie soutient la création d'un mécanisme de consultation 3 + 3**

La Fédération de Russie fera une large référence la semaine prochaine à l'occasion de l'anniversaire de l'accord signé le 9 novembre 2020 entre les dirigeants arménien, azéri et russe. Affirmation de Maria Zakharova la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie lors de son briefing hebdomadaire.

*« Maintenant, je peux dire que le travail est en cours dans toutes les directions »* a déclaré M. Zakharova.

Ella a rappelé qu'il y a quelques jours, le ministre russe des Affaires étrangères avait eu des conversations téléphoniques avec ses homologues arménien et azéri. *« Les ministres ont convenu que la situation dans la région s'est stabilisée au cours de l'année écoulée et que le régime de cessez-le-feu est généralement maintenu. Bakou et Erévan apprécient grandement le rôle des soldats russes chargés de la paix. Les incidents individuels sont traités via des liens d'interaction. Des efforts sont faits pour débloquer les voies de communication »* a déclaré Maria Zakharova.

Elle a rappelé une réunion à Moscou en octobre entre les vice-Premiers ministres des trois pays. La représentante de la diplomatie russe a déclaré que les contacts se poursuivent au niveau du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Défense et des services frontaliers. *« Nous voyons une solution globale au problème avec la délimitation de la frontière arméno-azérie et le début du processus de démarcation. Bien sûr, le Groupe de Minsk de l'OSCE travaille activement »* a conclu Maria Zakharova.

Répondant à une question sur la signature éventuelle de nouveaux documents dans un proche avenir, ainsi que sur une éventuelle réunion des dirigeants de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, elle a déclaré *« Je n'ai pas encore de telles informations. Laissons cette question aux dirigeants et à leurs services de presse. S'ils ont de telles informations, ils les partageront avec nous. »*

Se référant aux annonces sur la mise en œuvre de l'option 3 + 3 dans la région et à la question liée à la position du ministère russe des Affaires étrangères à ce sujet, Maria Zakharova a déclaré *« Nous soutenons l'idée avancée par les présidents turc et azéris d'établir un tel mécanisme consultatif régional. Il s'appelle 3 + 3, nous parlons des pays du Caucase du Sud et de leurs voisins : Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Russie, Turquie et Iran. Bien sûr, nous pensons qu'il est temps de mettre ces plans en pratique. La coopération régionale*

*multilatérale est dans l'intérêt de tous les participants à cette mesure. À notre avis, sa mise en œuvre augmentera la confiance dans les relations interétatiques, dans le règlement des conflits, ouvrira le potentiel économique et de transport de la région. » Source Armenpress.*

Krikor Amirzayan

---

## **9- Les Nouvelles d'Arménie**

**05/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85716](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85716)

# **Le Ministre de la Défense et l'Ambassadrice de France discutent de la situation à la frontière arméno-azérie**

Le Ministre arménien de la Défense Archak Karapetyan a reçu aujourd'hui l'Ambassadrice de France en Arménie, S.E. Anne Louyot, indique le ministère arménien de la Défense dans un communiqué.

Au cours de la rencontre, la situation à la frontière arméno-azérie, la sécurité régionale, les réformes en cours dans les forces armées arméniennes et la coopération arméno-française dans le domaine de la Défense ont été abordées.

Les parties ont souligné l'intensification des activités de développement de la coopération, afin de poursuivre les programmes efficaces existants et d'initier de nouvelles directions pour le partenariat. Source Armenpress.

---

## **10- Eurasianet**

**05/11/2021**

<https://eurasianet.org/azerbaijan-iran-tension-highlights-karabakhs-energy--supplies>

**Azerbaijan-Iran tension highlights Karabakh's energy supplies**

**Officials in Karabakh are remaining tight-lipped about Iranian fuel imports, and say that Baku is using the issue as a pretext to drive out the region's Armenian population.**

[Gevorg Mnatsakanyan](#)

In mid-September, Azerbaijani border guards [detained](#) two Iranian truck drivers on the road connecting the southern Armenian cities of Goris and Kapan. The arrests spiraled into a deep crisis between Baku and Tehran, including [demonstrative military exercises](#) and [unprecedentedly aggressive rhetoric](#) from [both sides](#).

The saber rattling also had the unintended effect of spotlighting Iran's energy exports to Nagorno-Karabakh. The two drivers were arrested on charges of illegally crossing Azerbaijan's border, as they were reportedly delivering bitumen to Nagorno-Karabakh.

Iranian supplies of fuel and other goods to Nagorno-Karabakh have long been a thorn in Baku's side, as it considers entry into the Armenian-administered territory to be a violation of its border.

Ultimately, Iran's Roads and Transportation Agency [issued a ban](#) on the country's trucks traveling to Nagorno-Karabakh.

But officials and businesspeople in Karabakh are loath to talk about the Iranian trade.

The isolated enclave gets all of its energy supplies, in the form of natural gas, from neighboring Armenia. Channeled through a single pipeline that runs parallel to the Lachin Corridor, the road that connects Armenia with Karabakh, the latter imports over 50 million cubic meters of gas per year for commercial, industrial and household use, according to Karabakh's Ministry of Territorial Administration and Infrastructure.

The security of the pipeline - parts of which now traverse Azerbaijani-controlled territories since the transfer of some land as a result of the ceasefire that ended the war - is guaranteed by the Russian peacekeeping forces. In December 2020, a month after the war ended, the peacekeepers [reported](#) that they had helped restore over 10 kilometers of the pipeline near the village of Lisagor; they also have [demined](#) the territory around the pipeline.

Most of the gas in that pipeline comes from Russia.

"Because a monopoly 90 percent of the gas supplied to Armenia comes from Russia, so is the gas that is transported to Karabakh," the head of the central dispatching service of Gazprom Armenia, Artur Karakhanyan, told Eurasianet.

The rest of the gas supplied to Armenia - 365 million cubic meters of the total 2.5 billion imported in 2020 - comes from Iran, via the 194-kilometer Iran-Armenia gas pipeline. (The Armenian portion of that pipeline also is Russian-owned.) Armenia uses that gas to produce electricity that is then transferred back to Iran in the framework of a 2004 gas-for-electricity agreement between the two countries.

Private trade with Karabakh, however, is another matter.

Oil by-products like petrol, diesel and asphalt for road construction are imported to Karabakh through private companies in Armenia that ship their products with privately operated trucks, de facto Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure Levon Gabrielyan told Eurasianet.

So far in 2021, the region has sourced over 7 billion Armenian drams (\$15.5 million) in petroleum from Armenia, though it is unclear how much is of Iranian origin. Overall, in 2020 Armenia satisfied just under a quarter of all its needs for petrol, diesel and the like through Iran, according to data published by the Armenian State Revenue Committee.

In a recent [interview](#) with the Russian news website REGNUM, Karabakh's de facto Minister of State Artak Beglaryan boasted that the new ban on Iranian trucks entering Karabakh "doesn't mean that Iranian-made goods cannot be imported by our trading companies." The minister did not specify what products these businesses were bringing into the region.

None of the Armenian companies that deal in Iranian petroleum in Karabakh agreed to answer questions about trade volumes to the region and the impact of the recent developments on that trade. Echoing the private businesses, a source with the local police who requested anonymity for security purposes told Eurasianet that they hadn't registered any Iranian oil tankers entering the enclave.

Azerbaijanis claim otherwise. In a September 12 [letter](#) to the Russian Defense Ministry and the peacekeeping contingent stationed in Karabakh, Azerbaijan's Defense Ministry complained about the entry of "legal entities and individuals of other countries and their vehicles" into the territory, which it called "a violation of the laws of our country." The ministry also claimed that the transit violated the trilateral agreement signed with Russia and Armenia to stop the fighting in November 2020.

President Ilham Aliyev later [claimed](#) in an interview with the Turkish Anadolu Agency that in a one-month period in August and September, Azerbaijanis had detected 60 Iranian trucks that had "illegally entered Karabakh."

In an [interview](#) with Armenian media, Karabakh's de facto Minister of Foreign Affairs Davit Babayan said Azerbaijan's attempts to cut off Iranian trade with Karabakh were motivated by Baku's policy of "isolation and ethnic cleansing" and intimidating the territory's Armenian population into leaving.

Azerbaijan released the two Iranian truckers on October 21, citing "the principles of humanism, mutual respect and good neighborliness," the country's State Customs Committee [announced](#).

Meanwhile, Iran has promised to [support](#) Armenia's construction of a new road through southern Armenia, via Tatev and Kapan. The new road will avoid crossing into Azerbaijani territory; the current road now crisscrosses the boundary with Armenia several times, and following the transfer of territories after last year's war Azerbaijan regained control over some sections of the road. In August it [set](#)

[up checkpoints](#) on the road and started [charging border entry fees](#) to Iranian vehicles.

**Gevorg Mnatsakanyan** is a journalist based in Yerevan.

---

**11- Le Courrier d'Erevan**

**05/11/2021**

# **Si nécessaire, l'Iran devrait fournir une assistance militaire et de renseignement à l'Arménie : Irdiplomacy**

**Le site analytique iranien Irdiplomacy a publié un article de l'expert iranien Ehsan Movahedian, dans lequel l'auteur souligne la nécessité de contrer les tendances expansionnistes turco-azerbaïdjanaises dans la région.**

Movahedian a souligné que l'Iran devrait tenir des discussions intensives avec la Russie pour faire comprendre que la menace qui pèse sur les intérêts de Téhéran dans le Caucase ne doit pas s'accompagner du consentement de la Russie, que l'Iran doit jouer un rôle à la mesure de son poids géopolitique et de ses capacités dans la région du Caucase.

Selon l'expert, l'Iran devrait réduire la pression des sanctions afin d'améliorer sa capacité à agir contre ses grands voisins. L'Iran devrait soutenir la position de l'Arménie sur le maintien de ses frontières actuelles et fournir une assistance militaire et en matière de renseignement si nécessaire.

L'expert a noté que la popularité de l'Iran en Arménie est croissante, ce qui permet à Téhéran d'avoir une plus grande présence militaire, économique et culturelle à Syunik. Il a souligné que la rhétorique officielle, la presse iranienne et



les médias sociaux devraient constituer une contre-propagande forte contre les politiques agressives d'Ankara et de Bakou.

---

**12- Le Courrier d'Erevan**  
**05/11/2021**

<https://www.courrier.am/fr/region/les-relations-avec-israel-ont-toujours-ete-plus--importantes-pour-la-famille-aliyev-que-lislam>

**Les relations avec Israël ont toujours été plus importantes pour la famille Aliyev que l'Islam - Uzi Arad, officier du Mossad**

**Heydar et Ilham Aliyev n'avaient aucune sympathie pour l'Islam et appréciaient dès le départ les relations bilatérales avec Israël. Uzi Arad, ancien haut fonctionnaire du Mossad et conseiller en matière de sécurité nationale, a déclaré à Gil Hoffman du *Jerusalem Post*.**

*« Nous avons décidé d'établir des relations complètes avec eux (l'Azerbaïdjan – ndlr) en 1991, lorsqu'ils ont restauré leur indépendance. Comme vous le savez, Israël a été l'un des premiers États à établir des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan, le 7 avril 1992. Je dois dire qu'établir des relations diplomatiques et ensuite bien plus avec un pays musulman n'est pas très facile. Non seulement les Azerbaïdjanais sont majoritairement musulmans, mais le pays est également voisin de l'Iran. Mais le bon côté de l'histoire, c'est que les hauts responsables du gouvernement azerbaïdjanais, en particulier Heydar et Ilham Aliyev, n'ont aucune sympathie pour l'Islam et apprécient depuis le début les relations bilatérales avec Israël.*

*J'étais en mission spéciale de six mois à l'ambassade d'Israël à Bakou. La fille d'Ilham Aliyev, Leyla, que je connais personnellement, avait un petit ami juif, Emin Agalarov, qu'elle a épousé par la suite. On a dit à sa mère qu'il était préférable que son fils n'annonce pas publiquement qu'il était juif. Il avait une très bonne relation avec Jared Kushner. Honnêtement, si nos rabbins avaient permis à Leyla d'embrasser le judaïsme, elle l'aurait fait avec honneur.*

*Mais je pense que nous sommes exactement là où nous voulons être et que nous avons atteint la plupart de nos objectifs et que le reste sera bientôt atteint », a déclaré Arad, ajoutant qu'il essaie de passer ses vacances à Bakou depuis 2017.*

N.B. Le texte complet de l'interview est disponible en anglais à l'adresse suivante: <https://gil-hoffman.com/2021/10/31/the-security-in-baku-for-us-is-like-t...>

---

### **13- Les Nouvelles d'Arménie**

**05/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85682](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85682)

### **Menendez introduit un amendement visant à révoquer la dérogation présidentielle aux restrictions sur l'aide à l'Azerbaïdjan**

WASHINGTON - Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, Robert Menendez (D-NJ), a présenté jeudi un amendement puissant qui mettrait fin au pouvoir présidentiel américain de déroger à la section 907 du FREEDOM Support Act, une mesure soutenue par l'ANCA et qui bloquerait effectivement l'aide militaire américaine à l'Azerbaïdjan.

L'amendement (#4177) est l'un des trois amendements à la version du Sénat du National Defense Authorization Act (NDAA) qui traite de l'aide américaine à l'Azerbaïdjan ainsi que des crimes de guerre azerbaïdjanais et turcs commis contre l'Artsakh et l'Arménie pendant la guerre de 2020. L'amendement supprime toutes les références au pouvoir de dérogation présidentielle de la section 907, une disposition mise en place pour la première fois en 2001 et utilisée par les présidents américains successifs - y compris le président Biden, même à la suite de l'agression brutale de 2020 de l'Azerbaïdjan contre Artsakh en Arménie. Depuis 2016, les États-Unis ont fourni plus de 120 millions de dollars d'aide militaire américaine à l'Azerbaïdjan, malgré les objections des membres du Congrès et de l'ANCA, qui a longtemps tiré la sonnette d'alarme sur la belligérance du régime Aliyev dans la région.

Le sénateur Menendez a également proposé un deuxième amendement (#4150)

au NDAA qui demande un rapport conjoint du Département d'Etat et du Département de la Défense sur l'utilisation par la Turquie de la technologie américaine dans ses drones Bayraktar, avec une attention particulière pour savoir si leur vente à des pays tiers, comme l'Azerbaïdjan, viole les lois américaines sur l'exportation. L'ANCA a identifié un certain nombre de pièces américaines utilisées dans les drones Bayraktar qui ont ciblé les civils arméniens et de l'Artsakh pendant la guerre de l'Artsakh en 2020. Outre l'ANCA, l'amendement 4150 bénéficie également du soutien d'une coalition de groupes ethniques, civiques et confessionnels, dont le Hellenic American Leadership Council, American Friends of Kurdistan, la Hindu American Foundation et le Middle East Forum.

Un troisième amendement (#4251) introduit par le sénateur californien Alex Padilla (D) demande un rapport conjoint du Département d'Etat et du Département de la Défense, en réponse aux crimes de guerre azerbaïdjanais durant la guerre de 2020 contre l'Artsakh, y compris l'utilisation de la technologie américaine durant les attaques ; l'utilisation de phosphore blanc, de bombes à fragmentation et d'autres munitions interdites ; et l'embauche de mercenaires étrangers.

D'autres amendements au NDAA liés à l'Arménie pourraient être introduits dans les prochains jours. Un vote du Sénat sur les amendements Menendez et Padilla pourrait intervenir dès la semaine prochaine.

Plus tôt cette année, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté cinq amendements soutenus à sa version de la loi d'autorisation de la défense nationale (H.R.4350), qui exigeaient la libération par Bakou des prisonniers de guerre arméniens, demandaient des enquêtes sur les crimes de guerre azerbaïdjanais, soutenaient l'extension de l'aide américaine à l'Artsakh et demandaient instamment que les Loups gris de Turquie soient désignés comme une organisation terroriste étrangère.

par [Ara Toranian](#)

---

**14- Nor Haratch Hebdo**

**05/11/2021**

# L'Azerbaïdjan reconnu coupable pour la mort de captifs arméniens en 2014

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a déclaré les autorités azerbaïdjanaises coupables d'avoir torturé deux habitants de villages frontaliers arméniens, décédés après avoir traversé la frontière azerbaïdjanaise en 2014.

Dans des décisions distinctes annoncées jeudi, la CEDH a ordonné à Bakou de verser aux familles de Karen Petrosian et Mamikon Khojoyan un total de 80 000 euros (92 000 \$) de dommages et intérêts.

Petrosian, un villageois de 33 ans de la province du Tavouch à la frontière de l'Azerbaïdjan, a traversé la frontière pour des raisons obscures en août 2014. Il a d'abord été repéré par des habitants d'un village frontalier azerbaïdjanais, puis détenu par l'armée azerbaïdjanaise. Petrossian a été accusé de faire partie d'un « groupe de sabotage » arménien qui a tenté d'infiltrer l'Azerbaïdjan.

Petrosian a été déclaré mort le lendemain. Bakou a affirmé qu'il était mort d'une « insuffisance cardiaque aiguë ».

Les autorités arméniennes ont rejeté cette affirmation, affirmant que Petrosian avait été assassiné ou battu à mort. Les États-Unis et la France ont exprimé leur vive inquiétude face à la mort suspecte de l'homme et ont appelé Bakou à mener une enquête objective.

Khojoyan, 77 ans, qui vivait dans un autre village du Tavouch, a été arrêté dans un village azerbaïdjanais voisin en janvier 2014. Bakou a affirmé qu'il était le

guide armé d'un groupe arménien de sabotage qui tentait de mener une incursion transfrontalière. Erevan a rejeté cette affirmation, affirmant que le vieil homme s'était égaré sur le territoire azerbaïdjanais par accident.

Khojoyan a été libéré et rapatrié en mars 2014. Il est décédé plus de deux mois plus tard. Des médecins arméniens ont déclaré qu'il avait subi de graves blessures pendant sa captivité.

La CEDH a jugé que dans les deux cas, l'Azerbaïdjan avait violé les articles de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantissent le droit à la vie des personnes et interdisent la torture. Il a déclaré que Petrossian et Khojoyan avaient été victimes de violences lors de leur détention en Azerbaïdjan.

Le gouvernement azerbaïdjanais n'a pas immédiatement réagi aux décisions. Il peut faire appel de ces décisions devant la Grande Chambre de la CEDH.

En janvier 2020, le tribunal de Strasbourg a rendu un verdict similaire sur un appel interjeté par les parents de Manvel Saribekian, un habitant de 20 ans d'un autre village frontalier arménien qui a été arrêté en Azerbaïdjan en septembre 2010.

Les autorités azerbaïdjanaises ont fait défiler les images de Saribekian à la télévision nationale, affirmant qu'il avait été entraîné par une unité de commando arménien et envoyé en Azerbaïdjan pour commettre des attentats terroristes. La famille de Saribekian a fermement nié les allégations, insistant sur le fait qu'il avait accidentellement traversé la frontière alors qu'il faisait paître du bétail.

Saribekian a été retrouvé pendu dans un centre de détention azerbaïdjanais en octobre 2010. Ses responsables azerbaïdjanais ont affirmé qu'il s'était suicidé.

Le corps du jeune homme a subi un examen médico-légal après avoir été remis à l'Arménie. Les autorités chargées de l'application des lois à Erevan ont conclu qu'il avait été torturé à mort.

---

## **15- Valeurs actuelles**

**04/11/2021**

### **Aider l'Arménie et ses réfugiés**

#### **Faute de ressources financières, Erevan peine à subvenir aux besoins des habitants ayant fui le Haut-Karabagh.**

Un peu plus d'un an après le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la situation reste très tendue. Les six semaines de combats pour le contrôle de la république du Haut-Karabagh, appelée encore Artsakh, un territoire arménien situé en Azerbaïdjan, ont causé la mort et la disparition de 4 500 soldats ou civils coté arménien. Environ 30 000 Arméniens ont quitté leurs terres disputées entre ces deux pays et 120 000 y sont restés.

« *Le Haut-Karabagh est une enclave géographique résultant d'une impasse dans l'histoire* », a commenté l'écrivain voyageur Sylvain Tesson lors de la récente projection privée du documentaire *Si le vent tombe* initiée à Paris par l'ONG SOS Chrétiens d'Orient. En 1923, Staline a décidé de rattacher le Haut-Karabagh, peuplé à 94 % d'Arméniens à l'époque, à l'Azerbaïdjan. Bien sûr, les Azéris cherchent à le vider de toute présence arménienne.

#### **L'influence croissante de Moscou dans cette ex-république soviétique**

Une tentation d'autant plus grande que la république du Haut-Karabagh n'est pas reconnue par la communauté internationale. Par exemple, en France, seul le

Parlement a reconnu ce petit État. Sur fond de pandémie, la société arménienne a besoin de surmonter le choc de la guerre. À la suite de l'accord de cessez-le-feu conclu en 9 novembre 2020 sous l'égide de Vladimir Poutine, l'Azerbaïdjan a repris les sept districts qui constituaient une zone tampon autour de l'enclave arménienne. Depuis cette date, l'accès au Haut-Karabagh se révèle très difficile pour les organisations humanitaires. En Arménie, les observateurs internationaux constatent une russification de ce pays de 3 millions d'habitants : distribution de passeports russes, renforcement de l'enseignement de la langue de Tchekhov. Un signe de l'influence croissante de Moscou dans cette ex-république soviétique du Caucase.

*« Dans le Haut-Karabagh, les dommages matériels, environnementaux et culturels s'évaluent à près de 33 milliards d'euros. Sur les deux tiers des terres qu'ils ont dû abandonner, les Arméniens ont quitté leurs sites culturels et religieux, notamment la cathédrale de Chouchi et le monastère de Dadivank. Sans oublier de nombreux calvaires, éléments remarquables du patrimoine »*, souligne François Xavier Gicquel, directeur des opérations de SOS Chrétiens d'Orient. Grâce à sa mission permanente basée en Arménie, qui dispose d'antennes à Erevan, Goris et Gyumri, cette ONG développe des projets de développement économique afin de procurer une certaine autonomie aux familles. En outre, elle tente de renforcer les capacités sanitaires des centres médicaux.

Également basée à Gyumri, l'ONG Arménie Caritas accueille des seniors à la journée dans son centre. Grâce à son action relayée par l'Œuvre d'Orient, ils mangent à leur faim et rompent avec l'isolement. Certaines femmes tricotent même des chaussons destinés à la vente. Depuis le terrible tremblement de terre de 1988, des personnes âgées vivent encore dans des baraquements qualifiés de "domiks". Les dons servent à l'électricité et au chauffage de ces bidonvilles.

Aider l'Arménie, c'est tendre la main à un peuple chrétien ayant souffert d'un génocide. Faire preuve de générosité permet de participer à la renaissance de ce pays du Caucase qui réclame son autodétermination sur une partie de ses terres historiques. Les dons sont déductibles à hauteur de 66 % de l'impôt sur le revenu des bienfaiteurs.

**Martine Denoune**

<https://www.courrierinternational.com/article/education-apres-la-guerre-armeniens-et-azerbaïdjanais-veulent-apprendre-la-langue-de-lautre>

## **Après la guerre, Arméniens et Azerbaïdjanais veulent apprendre la langue de l'autre**

Un an après la fin de la deuxième guerre du Karabakh, remportée en 2020 par l'Azerbaïdjan, qui a récupéré deux tiers de ce territoire perdu en 1994, on constate un phénomène inattendu : deux universités azerbaïdjanaises affichent complet pour les cours d'arménien. Le même phénomène est observé dans la partie du Haut-Karabakh restée aux mains des Arméniens.

*"De plus en plus de personnes en Azerbaïdjan veulent apprendre la langue arménienne", rapporte le site Eurasia Daily.* Un phénomène pour le moins étonnant, un an après la deuxième guerre du Karabakh, remportée par l'alliance turco-azerbaïdjanaise face à l'Arménie. Gousseïn Askerov, professeur à l'Université d'État des langues, auteur de nombreux manuels d'arménien, avoue *"qu'il n'a plus ni le temps ni l'énergie pour inscrire tous les candidats souhaitant apprendre l'arménien"*. Il dit travailler *"tard le soir, après les cours"*, pour s'occuper des inscriptions.

Né en Arménie et maîtrisant parfaitement l'arménien, Askerov finalise un dictionnaire arméno-azerbaïdjanais. Il enseigne également l'arménien à l'Université d'État de science économique, qui a inauguré récemment un cursus d'arménien. *"Actuellement, je leur apprend le b.a.-ba, l'alphabet, la grammaire, mais à l'avenir, nous envisageons de proposer un cursus pour un niveau plus élevé, pour apprendre l'arménien parlé"*, explique Askerov.

L'explication de cet intérêt est pragmatique, selon le professeur : *"[L'Azerbaïdjan] a besoin de ce type de spécialistes."* Parmi ses élèves figurent les étudiants pour qui les cours sont gratuits, mais aussi et surtout des collaborateurs du Service de sécurité nationale, du ministère des Affaires étrangères, ainsi que des douaniers et des journalistes. Ce public paie entre 60 et 120 manats par mois (30 et 60 euros). Entre 30 et 40 étudiants obtiennent chaque année un diplôme



d'arménien, *“dont la moitié trouve du travail dans les médias plurilingues avec une déclinaison arménienne”*, mais aussi *“au sein de l'armée azerbaïdjanaise”*.

## **“Langue pour langue”**

Le tiers du Haut-Karabakh resté aux mains des Arméniens après la guerre, a répliqué en inaugurant, en octobre, *“un premier centre d'azerbaïdjanologie à l'Université d'État d'Artsakh [nom arménien du Karabakh], à Stepanakert [capitale du Haut-Karabakh]”*, comme le rapporte Eurasia Daily [dans un autre article intitulé “Langue pour langue”](#).

Cette année, une douzaine d'Arméniens karabakhtsis pourront suivre gratuitement les cours d'azerbaïdjanais. L'objectif est de *“préparer des personnes à maîtriser cette langue, pour être compétentes et pour comprendre les enjeux et les intérêts nationaux. Et aussi des spécialistes qui contribueront à la lutte face aux menaces informationnelles et à la communication déployées par l'Azerbaïdjan et la Turquie”*.

Alda Engoian

---

**17- Le Courrier d'Erevan**  
**04/11/2021**

<https://www.courrier.am/fr/societe/des-negociations-sont--en-cours-pour-reprendre-le-pelerinage-dadivank>

**Des négociations sont en cours pour reprendre le pèlerinage à Dadivank**

**Les discussions tripartites sur la reprise du pèlerinage à Dadivank se poursuivent. L'annonce a été faite par le directeur du service d'information de la Chancellerie du Saint-Siège d'Etchmiadzin, Yesai Arténian.**

*« Nous ne pouvons pas encore nous prononcer sur le résultat. Nous espérons que ces négociations aboutiront à un résultat positif et que la voie sera ouverte aux pèlerins »*, a-t-il déclaré.

Il convient de rappeler que depuis le 2 mai, la partie azerbaïdjanaise a interdit aux pèlerins d'entrer à Dadivank. Cependant, la semaine dernière, lorsque le Catholikos de tous les Arméniens Garegin II a rencontré le Patriarche Kirill de toute la Russie et le chef spirituel de l'Azerbaïdjan Allahshukur Pashazade à Moscou, il a été annoncé qu'un accord avait été conclu pour reprendre les visites de religieux et de croyants arméniens à Dadivank.

---

## **18- Les Nouvelles d'Arménie**

**04/11/2021**

[https://armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=85605](https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85605)

### **Le bloc « Hayastan » va se rassembler le 8 novembre à Erévan**

Le bloc « *Hayastan* » annonce qu'il se rassemblera le 8 novembre à 18h00 sur la place de la Libération à Erévan. Le groupe politique d'opposition « *Hayastan* » affirme dans ses tracts appelant à se rassembler « *nous devons organiser une opposition nationale et arriver à un changement de pouvoir afin de sortir notre pays de cette situation, assurer une paix digne, vaincre la crise sociale et économique et assurer les conditions de la sécurité de notre pays* ». Rappelons que cette manifestation se déroulera à la veille du premier anniversaire des accords du 9 novembre 2020 mettant fin à la 3<sup>e</sup> guerre de l'Artsakh, appelée « *Guerre de 44 jours* ».

Krikor Amirzayan

---

## **19- Le Courrier d'Erevan**

**03/11/2021**

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-turquie-lance-des-exercices-militaires--grande-echelle-avec-les-forces-armees>

## **La Turquie lance des exercices militaires à grande échelle avec les forces armées azerbaïdjanaises**

**La Turquie effectue des exercices en mer Méditerranée du 2 au 6 novembre. L'exercice implique quelque 35 navires et 5 000 personnes, des avions de patrouille maritime, des hélicoptères maritimes, des drones, des unités de débarquement maritime, des forces opérationnelles d'attaque et de défense sous-marines du commandement naval, des hélicoptères d'attaque et des hélicoptères utilitaires du commandement des forces terrestres.**

Selon les médias turcs, l'opération fera intervenir des avions d'appui F-16, des avions d'alerte et de contrôle aéroportés, des avions de transport, des équipes de recherche et de sauvetage du commandement général de la gendarmerie, des garde-côtes et des hélicoptères de recherche et de sauvetage du commandement des garde-côtes.

En bref, l'exercice impliquera tout ce qui est disponible et un navire d'arraisonnement de la marine azérie. On voit clairement contre qui la Turquie s'entraîne réellement en mer Méditerranée.

Mais la liste des observateurs invités est remarquable : Bahreïn, Irak, Jordanie, Libye, Nigeria, Pakistan, Oman et Ukraine, bien que, selon la partie turque, le but de l'exercice soit de tester l'état de préparation de la force opérationnelle navale turque, car la Turquie assumera la tâche importante et respectée de commander la composante navale de la Force de réaction de l'OTAN en 2023 et 202

---

**20- Atlantico**  
**05/11/2021**

<https://www.atlantico.fr/article/decryptage/comment-la-france-et-les-etats-unis-se-sont-totalement-laissez-marginaliser-par-la-russie-dans-le-caucase-haut-karabakh--vladimir-poutine-joe-biden-emmanuel-macron-armenie-azerbaïdjan-cyrille-bret>

## **Comment la France et les Etats-Unis se sont totalement laissés marginaliser par la Russie dans le Caucase**

Le conflit au Haut-Karabakh a révélé la perte d'influence des Etats-Unis et de la France dans la région. Les dirigeants européens et le président américain peuvent-ils limiter l'emprise de la Russie en multipliant les tractations diplomatiques ?

*Avec Cyrille Bret*

**Atlantico : Le conflit au Haut-Karabakh qui a éclaté l'année dernière a révélé tout le déficit d'influence de la Maison Blanche et de l'Élysée sur la région. Réticent à s'engager dans le processus de médiation, ils ont laissé à la Russie le soin d'être la force de la paix. Comment l'Europe et les États-Unis ont-ils laissé la région glisser sous giron russe ?**

**Cyrille Bret :** Européens et Américains ont de solides raisons pour assumer de fortes responsabilités dans la région du Caucase méridional. Dans cette zone constituée d'anciennes Républiques Socialistes Soviétiques (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), ils ont développé leurs investissements économiques, militaires, politiques et financiers depuis la fin de l'URSS et l'indépendance de ces Etats. Sur le plan militaire et politiques, Américains et Français assurent la présidence du Groupe de Minsk constituée pour résoudre le conflit entre Arménie et Azerbaïdjan en 1991-1992. De plus, de nombreux Etats membres de l'Union sont parties à ce groupe comme la Suède, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal. Les Occidentaux auraient dû être plus présents dans le cessez-le-feu et les mesures de réassurance du conflit de l'année dernière. De plus, sur le plan administratif et juridique, l'Union européenne a lancé depuis plus d'une décennie des programmes de coopération et de subventions à ces Etats dans le cadre de sa politique de voisinage. Enfin, la Géorgie et, dans une moindre mesure les deux autres Etats de la région, revendiquent leur ancrage dans l'espace culturel européen et occidental notamment pour solder le passé impérialiste russe dans la région.

Toutefois, après avoir investi la région durant les années 2000, les Américains se sont désintéressés de la région et limitent leur action à susciter un désir d'OTAN en Géorgie sans pouvoir lui donner de suite.

C'est ainsi que la Russie a repris – avec des limites – son rôle dans la région : avec la Turquie elle est chargée d'assurer les mesures de cessez-le-feu et de réassurance dans la région disputée du Haut Karabakh. Le vide relatif laissé par les Occidentaux a été rapidement comblé. Moscou s'est affirmé comme seul capable d'envoyer des contingents militaires pour assurer le cessez-le-feu. Les relations traditionnelles nouées avec les élites arméniennes et azerbaïdjanaises sont fortes : elles sont toujours russophones et parfois formées à Moscou dans les institutions civiles ou militaires.

Malgré la remarquable activité du réseau diplomatique français, les Européens ont manqué une occasion de promouvoir la paix dans leur arrière-cour.

## **Y a-t-il un désir du Kremlin de réaffirmer son hégémonie sur une région qu'elle considère comme l'une de ses sphères d'influence ? Comment cela se manifeste-t-il ?**

**Cyrille Bret** : La Fédération de Russie réaffirme son rôle dans la région depuis une décennie (la guerre contre la Géorgie en 2008) pour de multiples raisons dont certaines sont très solides.

Premièrement, le Caucase dans son ensemble est d'intérêt sécuritaire direct pour la Russie. Sur le flanc nord, les « sujets » de la Fédération de Russie (ses territoires fédérés) Daghestan, Tchétchénie, etc. sont surveillés de façon étroite en raison de la présence de mouvements autonomistes et islamistes. Deuxièmement, la Russie voit son rôle caucasien contesté non seulement par les Occidentaux mais surtout et beaucoup plus profondément par les puissances en expansion que sont la Turquie, l'Iran et la Chine. La Turquie a appuyé de bien des façons l'Azerbaïdjan dans son conflit avec l'Arménie. L'Iran, limitrophe, est également très investi dans les affaires caspiennes. Quant à la Chine, elle fait transiter ses routes de la soie par le Caucase et a noué des partenariats économiques considérables en Azerbaïdjan et en Géorgie.

Autrement dit, la réaction de Moscou de l'année dernière était sans doute plus centrée sur les influences turques, iraniennes et chinoises que sur une présence occidentale en retrait.

Présence militaire, investissements économiques, développement de l'Union économique eurasiatique, la Russie se considère comme devant réinvestir cette région essentielle à son influence au Moyen-Orient.

## **Est-il encore possible que l'Occident empêche que la région glisse sous la coupe de la Russie en intensifiant son jeu diplomatique ?**

**Cyrille Bret** : Il est bien tard désormais, surtout sur le plan militaire. Les acteurs de la région sont de moins en moins intéressés par une présence militaire occidentale. La Géorgie, seul candidat à l'adhésion à l'OTAN, a compris que cette perspective ne serait source que de frustrations. Quant aux investissements économiques, ils sont encore limités du côté européen car la discontinuité territoriale avec l'Union et l'exiguïté des marchés locaux décourage. Toutefois, l'Union a les moyens de reconstruire son influence juridique, administrative et donc politique sur le long terme avec sa politique de voisinage.

Souvent angle mort de la géopolitique européenne, le Caucase permettrait aux Européens de s'affirmer dans cette zone au carrefour de toutes les plaques tectoniques de la géopolitique eurasiatique.

**Cyrille Bret**, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, de Sciences-Po Paris et de l'ENA, et anciennement auditeur à l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) est haut fonctionnaire et universitaire. Après avoir enseigné notamment à l'ENS, à l'université de New York, à l'université de Moscou et à Polytechnique, il enseigne actuellement à Sciences-Po. Il est le créateur avec Florent Parmentier du blog [Eurasia Prospective](https://www.eurasia-prospective.com/). Il est également membre de l'Institut Notre Europe Jacques Delors.

---

**21- Le Figaro**

**05/11/2021**

<https://avis-vin.lefigaro.fr/vins-du-monde/o150376-en-turquie-un-vin-eternel-pour-->

## **En Turquie, un vin «éternel» pour faire renaître la culture assyrienne**

Dans le Sud-Est de la Turquie, un vigneron assyrien tente de faire revivre la culture viticole de sa communauté, longtemps pratiquée par ses ancêtres.

Par Le Figaro Vin / Avec AFP

Les villageois au travail dans les vignes de Yuhanna Aktas, dans le sud-est de la Turquie, savent désormais parfaitement à quel usage sont destinés les grains suaves du raisin mazrona : le succès venant, le vigneron assyrien n'a plus besoin de se cacher pour produire son vin. Issu de la minorité chrétienne assyrienne de Midyat, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière syrienne et non loin de l'Irak, Aktasa a dû se battre pour se faire accepter de ses voisins musulmans et des autorités turques, qui voient d'un mauvais œil la vente de boissons alcoolisées *«Devenir vigneron et faire revivre la culture assyrienne qui était en train de disparaître était mon rêve d'enfant»*, raconte Yuhanna Aktas, 44 ans près des cuves installées dans son village natal de Bethkustan, à 30 km de Midyat.

## **Une communauté aux origines du vin**

Dans la province de Mardin, où se situe Midyat, ne restent plus guère que 3000 Assyriens environ, conséquence des discriminations et violences qui ont poussé la plupart d'entre eux à partir vers Istanbul ou l'Europe. De 700 000 sous l'Empire ottoman, les Assyriens ne sont plus que 15 000 dans toute la Turquie. Le départ de cette communauté, dont certains archéologues affirment qu'elle a inventé le vin il y a 2700 ans, a porté un coup dur à cette activité.

Aussi, lorsque Yuhanna Aktasa voulu établir son premier site de production en 2009, il a dû affronter menaces de mort, tracasseries administratives et, surtout, l'opposition des habitants de la région. *«Des ouvriers ne voulaient pas travailler pour moi, des paysans refusaient de me vendre leurs raisins en jurant que le vin est interdit par l'islam»*, se souvient-il. Mais sa persévérance et finalement, le succès rencontré, qui lui permet aujourd'hui de vendre quelque 110.000 bouteilles par an

dans toute la Turquie, ont changé la donne.

*«Des paysans qui me disaient autrefois : Je préfère jeter mes raisins que te les vendre, sont désormais ceux qui proposent de m'approvisionner», sourit-il.*

## **Un vin «naturel» sans sulfites ajoutés**

La clé du succès : choisir des cépages locaux - comme ce mazrona récolté en vendanges tardives, dont le goût rappelle l'alsacien et très parfumé Gewurztraminer. Espoirs déçus de retour Et travailler en agriculture biologique, fermentation entièrement naturelle, sans ajout de levure ni de sulfites pour prolonger la conservation. *«Les autres vins peuvent provoquer des maux de tête à cause de sulfites : ça ne sera jamais le cas avec le nôtre», assure-t-il.* Face à la demande croissante, Yuhanna Aktas a lancé un deuxième site de production dans son village natal.

Comme dans les autres villages assyriens de la région, la plupart des familles originaires de Bethkustan vivent désormais en Europe et aux Etats-Unis. Au début des années 2010, les réformes de démocratisation et la promesse faite par le président Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, de restituer les biens spoliés des Assyriens avaient suscité l'espoir d'un retour au pays.

*«Plusieurs Assyriens se sont préparés à cette époque à rentrer en Turquie. Ils ont rénové leurs maisons en ruines. Mais certains ont vu que leurs terrains avaient été confisqués par l'Etat ou les villageois voisins. Ces problèmes continuent encore aujourd'hui», assure Ayhan Gurkan, président de l'Association de la culture assyrienne de Midyat.*

De nombreux Assyriens ont été tués en 1915, en marge du génocide des Arméniens conduit par les autorités ottomanes pendant la Première Guerre mondiale et qui avait fini par toucher l'ensemble des minorités chrétiennes.

Par la suite, les survivants et leurs descendants ont progressivement quitté la Turquie, notamment dans les années 1980-1990 à cause des affrontements entre l'armée et la rébellion kurde dans les régions du sud-est. Le durcissement des autorités turques à l'égard des opposants et des Kurdes après le putsch manqué de 2016 a fini d'éteindre tout espoir de retour. Plus récemment, les craintes de nouvelles persécutions ont été réveillées avec la disparition, en 2020, d'un couple assyrien à Sirnak, près de la frontière avec l'Irak, et la condamnation d'un prêtre assyrien orthodoxe pour «aide à une organisation terroriste».



# Une explosion des ventes

«*Les retours aux villages sont aujourd'hui suspendus*», indique Yuhanna Aktas, lui-même poursuivi pour ses activités politiques dans des organisations proches du HDP (Parti démocratique des peuples, opposition pro-kurde).

Aces pressions s'ajoutent les restrictions apportées à la vente d'alcool par les autorités. Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamo-conservateur de M. Erdogan, les taxes sur les boissons alcoolisées ont bondi de 300% et la vente d'alcool est encadrée par des restrictions d'horaires. En mai, elle a même été entièrement interdite pendant les 17 jours de confinement décrété pour endiguer la pandémie de Covid-19. «*Aujourd'hui, les boissons alcoolisées vivent leur âge d'or en Turquie. Les interdictions ont généré une contre-réaction. Les ventes ont explosé*», affirme le vigneron.

Passionné par le vin, il entend s'inspirer de sa renaissance dans la région pour faire de même avec la culture assyrienne. «*Ecrasé, le raisin meurt pendant la vinification*», explique-t-il. «*Mais seulement pour commencer sa vie éternelle à travers le vin*».

---

**22- Le Point**

**04/11/2021**

**Préparons l'après-Erdogan**

*par Nicolas Baverez*

Il est temps de soutenir la société civile turque et de se montrer ferme à l'égard de l'autocrate d'Ankara.

La dérive autocratique et antioccidentale de Recep Tayyip Erdogan a connu une brutale accélération avec son annonce, annulée in extremis, d'expulser les ambassadeurs de dix pays censés être les principaux alliés de la Turquie, au premier rang desquels les États-Unis, la France et l'Allemagne. Cette stratégie de la tension est absurde, au moment où Erdogan tente de convaincre Joe Biden de

lui vendre 80 avions de combat F-16 pour moderniser son armée de l'air. Elle constitue la dernière carte d'un régime aux abois, qui cherche à ériger l'Occident en responsable de l'effondrement économique et de l'isolement de la Turquie, alors que se profilent les élections législatives et présidentielle de juin 2023.

Sur le plan intérieur, la liquidation de l'héritage de Mustapha Kemal, symbolisée par la transformation de Sainte-Sophie en mosquée, la mise en place d'un État AKP et la suspension de l'État de droit, illustrée par la détention sans jugement, depuis quatre ans, du philanthrope Osman Kavala, rencontrent de plus en plus de résistance. Un temps anesthésiée par le déchaînement des passions nationalistes et religieuses ainsi que par la violence de la répression, la société turque se réveille. L'inquiétude croît face à la crise économique et sociale ; aux tensions que fait naître la présence de 5 millions de réfugiés; à l'impéritie du gouvernement concernant l'épidémie de Covid-19 et le désastre écologique ; à la corruption et aux liens qu'entretiennent le président et ses proches avec le crime organisé, dévoilés par le chef mafieux Sedat Peker.

*« Le régime d'Erdogan n'est fort que de l'invraisemblable faiblesse des démocraties à son égard. »*

Sur le plan économique, la Turquie se dirige vers la stagflation et une crise financière majeure. La stratégie brandie par Erdogan d'une croissance à tout prix, soutenue par le crédit bancaire, atteint ses limites. L'activité progressera de 9 % en 2021 mais devrait retomber autour de 3 % en 2022. Elle est minée par l'inflation, qui s'élève à 19,6 % par an, par un chômage structurel qui touche 12,2 % de la population active et surtout par la dégradation de la position extérieure. La livre a de nouveau perdu un quart de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année, alors que les réserves de change sont négatives et que la dette extérieure s'élève à plus de 60 % du PIB.

Sur le plan diplomatique, le pays est de plus en plus isolé, avec pour ultimes soutiens le Qatar, l'Algérie, ses affidés de Tripoli et de Bakou ainsi que les Frères musulmans, dont l'influence ne cesse de reculer. Il est marginalisé au sein de l'Otan et n'a plus accès aux armes américaines de dernière génération depuis le déploiement des batteries russes S-400. Du chantage aux réfugiés à la

mobilisation des communautés émigrées contre leur pays d'accueil en passant par les coups de force en Méditerranée ou à la violation de la souveraineté de la Grèce et de Chypre, la Turquie a obligé l'UE à rompre avec sa passivité. Enfin, les relations se tendent avec Moscou, Vladimir Poutine ayant opposé une fin de non-recevoir à la demande de renforcement de la coopération militaire, en raison de positions antagonistes en Syrie, dans le Caucase et en Libye.

Les élections municipales de 2019 se sont déjà conclues par une cinglante défaite de l'AKP. La contestation monte dans les classes moyennes urbaines, parmi la jeunesse (la moitié des 86 millions de Turcs a moins de 30ans) et chez les femmes, qui ne sont plus que 40 % à porter le voile, contre 63 % en 2008. Surtout, l'opposition turque est en passe de réaliser son unité dans la perspective des échéances électorales de 2023.



La Turquie ne se confond pas avec Rece